doute, déjà ébranlé. Mais ajoutons encore quelques réflexions.

Une partie des Eglises a été dotée par le Souverain, j'en conviens; mais je ne conviendrai jamais que les Souverains, en donnant tant de Biens aux Eglises, les aient affranchies expressément de tous impôts: c'est un fait qui gît en preuve, & cette preuve ne paroît pas; mais, quand' bien même cela seroit, les particuliers qui ont fait des dons, ont-ils pû accorder la même grace? Non assurément, & cela est encore bien moins soutenable pour les acquisitions faites à prix d'argent. L'Auteur pense cependant que dans l'instant de ces acquisitions les biens acquis sont voués à Dieu & sont dès-là sacrés & inviolables. Cette proposition doit révolter tout homme sensé, & ne mérite pas d'être réfutée. Qu'il conçoive donc que ces biens ne sont rien moins que sacrés & inviolables, & sont des objets trop méprisables aux yeux de Dieu pour qu'il soit permis de les décorer de cette qualité. Ce ne sont point ces biens qui sont consacrés au service de Dieu, mais les Prêtres & ce qui sert immédiatement au service des Autels. Le reste de toutes les possessions Ecclésiastiques est d'une qualité commune à tous les biens périssables, & doit, à tous égards, être assujetti aux mêmes charges.

Notre Auteur ajouté, que les Souverains peuvent bien résilier les engagemens pris avec leurs Sujets, mais non ceux pris avec l'Eglise; d'où il conclut, que le Roi ayant reconnu les immunités de l'Eglise, il ne peut plus actuellement changer ces dispositions. Je veux bien, pour un moment, restreindre le pouvoir Souverain à cette médiocrité; mais cela n'empêche pas que je ne persiste dans mon sentiment; parce qu'enfin qui